



Un forum pour repenser les rapports Recherche / Société

24 mars 2012

Université Paris-Diderot

Les 4 et 5 février 2011 s'est tenu à Dakar le 2e Forum Mondial Sciences et Démocratie (FMSD) qui a réuni plus de 130 universités, ONGs, institutions scientifiques et gouvernements des cinq continents dans le cadre d'un dialogue politique visant à questionner le rapport de nos sociétés à leurs institutions de recherche et d'enseignement supérieur, au nord comme au sud. Le succès de cette entreprise, lancée en 2007, nous amène à proposer de décliner ces débats aux niveaux régionaux et nationaux. L'initiative **Un forum pour repenser les rapports Recherche / Société** concerne le contexte français et, indirectement, la situation à l'échelle européenne voire mondiale.

Les sciences et les technologies sont des faits sociaux et culturels. Elles pèsent de tout leur poids sur notre vision du monde, les orientations de nos sociétés, sur des échelles de temps souvent incompatibles avec le rythme de nos démocraties contemporaines. Comme les choix effectués dans les années 1970 pèsent en ce début de 21^e siècle, ceux d'aujourd'hui influenceront sur les trajectoires de nos sociétés pour les cinquante ans à venir.

Prioriser une recherche entendue d'abord comme vecteur de compétitivité du pays, comme source d'innovation technologique au détriment d'un soutien aux sciences humaines et sociales et aux humanités relève d'une certaine vision de l'économie, de la société, du savoir et de la richesse ; n'évoquer que les innovations technologiques en passant sous silence les innovations socio-économiques (soit la capacité du corps social à inventer des modes d'organisation, de production et distribution) sont des choix. Ils ne sont pas les seuls.

De leur côté, les acteurs de la société civile agissent le plus souvent en aval d'innovations technologiques, sous forme de veille ou de contre-expertise, sans questionner encore suffisamment l'impact et la construction des programmes de recherche.

Cet état de fait et les discussions menées à Dakar ont conduit le Secrétariat international du FMSD à mettre en œuvre **un dialogue « de communauté à communauté »**, communauté universitaire d'une part et société civile (ONGs, syndicats...) d'autre part, et de mener cette initiative dans plusieurs régions du monde.

Le contexte français (élections présidentielles et législatives), européen (8e Programme-Cadre de Recherche et de Développement, Horizon 2020) et mondial (crises multiples, Rio+20) fournit l'occasion de (re-)mettre en débat mais aussi de faire valoir des propositions en matière de politique de recherche, de diffusion des savoirs, de réforme de l'enseignement, de liens entre sciences, technologies, recherche et citoyenneté.

Un forum ouvert à tou(te)s
Entrée libre et gratuite
(dans la limite des places disponibles)

Déroulement de la journée

La journée sera structurée autour de 3 axes de travail, comportant chacun deux ateliers : un atelier dit conceptuel le matin et un atelier dit opérationnel l'après-midi.

Ces ateliers seront encadrés par une séance plénière introductive et une séance consacrée aux «conclusions» de la journée (les noms des intervenants seront communiqués début mars).

Pour préparer au mieux cette journée de travail, des documents de travail seront placés sur le site de l'initiative française du Forum Mondial Sciences et Démocratie : <http://fmsd-france.org>

3 axes - 6 ateliers

La nécessaire démocratisation des savoirs : des concepts aux réalisations

- Faire coexister les différents savoirs.
- La co-construction des savoirs et la démocratisation des sciences en action.

Les chercheurs face à leurs responsabilités : le dialogue citoyen pour sortir de l'ornière

- La difficile question de la responsabilité des chercheurs face aux exigences sociétales et environnementales.
- Pérenniser le dialogue entre chercheurs et mouvements sociaux pour sortir du carcan de l'économie de la connaissance.

Recherche et citoyenneté au service d'un système éducatif à refonder

- L'enseignement et l'éducation au cœur du lien recherche-société.
- Enseignement supérieur, recherche et citoyenneté : une mise en cohérence indispensable.

Informations pratiques

Le forum se tiendra le **24 mars 2012**, de **9h à 19h** à la **Halle aux farines** sur le site de l'**Université Paris-Diderot** (Paris 13^e).

Le site <http://fmsd-france.org> sera mis à jour régulièrement pour vous permettre de préparer au mieux cette journée grâce à des documents de travail.

Si vous souhaitez placer un document sur le site ou pour toute question complémentaire, merci d'adresser un message à Fabien Piasecki : fabien.piasecki@sciencescitoyennes.org



La nécessaire démocratisation des savoirs : des concepts aux réalisations

A1 (conceptualisation) – Faire coexister les différents savoirs

Bien que souvent à l'origine du savoir scientifique moderne, les savoirs traditionnels et endogènes sont facilement dénigrés par les scientifiques contemporains. Il faut aujourd'hui dépasser cette posture et réfléchir à la manière de faire coexister ces savoirs pour envisager un monde socialement et écologiquement plus juste et responsable où la technoscience ne serait pas considérée comme un remède à tous les maux dans le contexte plus que contestable de l'économie de la connaissance (imposé par le Conseil européen de Lisbonne en mars 2000). La notion de biens communs de la connaissance et leur promotion constituent des pistes à explorer pour éviter une hiérarchisation outrancière des savoirs et leur marchandisation mortifère. Les recherches en co-construction en sont une autre.

Il s'agira de réfléchir aux apports des différents types de savoirs, à la manière de les rendre accessibles au plus grand nombre et de les faire coexister.

A2 (processus) – La co-construction des savoirs et la démocratisation des sciences en action

La question de la co-construction des savoirs (recherche participative, recherche contextualisée, recherche-action, recherche-intervention, recherche hybride...) est une question scientifique (approches et méthodologies), politique (orientation de la recherche au regard des objectifs et besoins sociétaux) et citoyenne (fonctionnement démocratique, implication des citoyens). Elle fait donc partie intégrante du processus de la démocratisation des sciences. La recherche en coopération avec les acteurs de la société civile et l'implication des citoyens dans la politique de la recherche et dans les choix technologiques sont devenues une nécessité pour la société et requiert de trouver et mettre en place les modes d'organisation des institutions pour le promouvoir. Cela permettrait aussi l'émergence d'un mode original et novateur de production de savoirs/connaissances qui aurait un énorme potentiel pour contribuer à une société socialement et écologiquement plus juste et responsable, mais qui reste encore marginal et marginalisé.

Il s'agira de questionner des expériences menées au cours des dernières années et d'avancer des pistes pour que les pratiques de co-construction se développent et soient mieux reconnues par les institutions scientifiques et les universités et que les citoyens organisés s'approprient cette approche qui constitue une avancée majeure en terme de démocratisation des sciences. Cette co-construction nécessaire (qui n'est pas obligatoirement une recherche sur projet, telle qu'elle est imposée à l'heure actuelle) n'a pas vocation à remplacer toutes les formes de recherches, mais doit trouver sa juste place dans la pluralité des stratégies de recherche.

Les chercheurs face à leurs responsabilités : le dialogue citoyen pour sortir de l'ornière

B1 (conceptualisation) – La difficile question de la responsabilité des chercheurs face aux exigences sociétales et environnementales

Dans un système en crise, il est tentant de renvoyer la responsabilité d'une catastrophe sanitaire ou environnementale, des conséquences d'un mauvais choix politique ou financier vers une entité impalpable, intangible : l'administration, le marché, les décideurs mais aussi les experts. La réalité est bien plus complexe que cela. Pour ce qui concerne les sciences et les technologies, la relation entre le chercheur, ses recherches et leurs applications (quels qu'en soient les commanditaires) mérite d'être interrogée. Il semble aberrant de culpabiliser les chercheurs a priori. La science perdrait sa raison d'être si elle ne permettait plus l'exploration de champs inconnus ou mal connus. Pour autant un chercheur au fait des applications de ses travaux n'a-t-il pas un devoir citoyen ?

Il s'agira d'identifier comment un chercheur peut ou doit exercer sa responsabilité et de la confronter aux impératifs sociétaux et environnementaux révélés notamment par les organisations du mouvement social, y compris en recherche dite fondamentale. La responsabilité du chercheur va de pair avec l'exigence de « modestie » de la science et pose également la question de la mise en place d'une charte de bonnes pratiques scientifiques.

B2 (processus) – Pérenniser le dialogue entre chercheurs et mouvements sociaux pour sortir du carcan de l'économie de la connaissance

La mise en concurrence des universités, des laboratoires et des chercheurs eux-mêmes dénature le travail scientifique au nom de la sacro-sainte compétitivité et de l'acceptation imposée de la logique de l'économie de la connaissance. Recherche de financements, contrats sur projet, évaluations, course aux brevets et obligations de résultats viennent pervertir le métier de chercheur et précariser le quotidien son quotidien. Dans un tel contexte, quelles alternatives sont envisageables ? Comment les organisations et syndicats travaillant sur ces problématiques peuvent aider à proposer une nouvelle voie ?

Il s'agira, au-delà du constat sur les conditions de travail des scientifiques, d'envisager un dialogue et des initiatives communes entre organisations d'enseignants ou de chercheurs (SLR, SLU, SNESUP-FSU, SNCS, FMFS...) et les autres organisations du mouvement social.

Recherche et citoyenneté au service d'un système éducatif à refonder

C1 (conceptualisation) – L'enseignement et l'éducation au cœur du lien recherche-société

Le système éducatif du 19e siècle, de la maternelle au supérieur, était conçu pour faire entrer nos sociétés dans le monde industriel capitaliste. Son armature demeure intacte encore aujourd'hui. Nous savons tous combien il est délicat de toucher aux équilibres généraux, sous peine de provoquer des dégâts et effets collatéraux néfastes. Pour autant, la crise de la raison instrumentale, la crise du « progrès », la crise de la prédominance de la pensée réductionniste et mécaniciste, est attestée par toutes nos organisations, d'une manière ou d'une autre. A Dakar, à l'occasion du 2nd forum mondial sciences et démocratie, la notion de « crise épistémologique globale » a pour la première fois émergé. Elle touche d'autant plus juste qu'elle annonce ce qui attend les mouvements progressistes contemporains, à savoir aborder un débat profond, ouvert et prospectif sur les évolutions requises dans nos systèmes de transmissions de savoirs.

Cet atelier se propose de discuter, au-delà des enjeux corporatifs légitimes (statuts, politiques publiques), des trames et des valeurs éducatives requises pour une éducation du 21e siècle, en lien avec le rapport aux sciences et aux technologies notamment.

C2 (processus) – Enseignement supérieur, recherche et citoyenneté : une mise en cohérence indispensable

Repenser les politiques et les agendas de recherche ne pourra se faire sans une cohérence effective non seulement avec les programmes de l'enseignement supérieur, mais aussi avec les exigences citoyennes. Cela pose de nombreuses questions parmi lesquelles : la formation des enseignants, des chercheurs ou des travailleurs scientifiques peut-elle s'envisager sans intégrer aux enseignements l'éthique, l'épistémologie ou l'histoire des sciences ? Comment les organisations de la société civile non marchande pourraient « entrer » à l'université pour exposer d'autres manières de valoriser les compétences acquises ou encore débattre sur les responsabilités qui incombent aux travailleurs scientifiques dans un monde aux ressources limitées et en proie à des inégalités croissantes ?

Il s'agira de confronter les propositions émanant des acteurs de la recherche, de l'enseignement (au sens large) et de la société civile non marchande (associations, syndicats, collectivités territoriales, collectifs formels et informels...) pouvant mener à des changements effectifs du système d'enseignement supérieur.